

Barbara ROMAGNAN

Députée du Doubs

CONFÉRENCE

COMMENT PENSER LA GAUCHE SANS LA CROISSANCE ?

Conclusion par Barbara ROMAGNAN *députée du Doubs*

Après les interventions fortes et passionnantes de Guillaume Duval et Patrick Viveret, il me revient sinon de conclure le débat de cette soirée riche et animée, d'essayer de répondre à mon tour à la question posée « Et si la croissance ne revenait pas ? »

1. C'est une question fondamentale

Une question qui est dérangeante car je l'ai rappelé, le programme de François Hollande a été construit avec une prévision de croissance de 2,5 %. Cette question est d'actualité, concrète et urgente. Alors que le chômage et la précarité atteignent des niveaux jamais égalés, la croissance zéro est annoncée par l'Insee pour cette année. Je ne me réjouis pas de cette « décroissance » car j'en connais les conséquences dramatiques pour beaucoup d'hommes et de femmes de notre pays.

Nous sommes nombreux, parlementaires de la majorité, ou citoyens électeurs de la gauche sociale et écologique, à nous interroger pour savoir si les mesures mises en œuvre par le gouvernement seront à la hauteur de la situation et permettront effectivement et durablement de sortir de la crise actuelle.

Les 100 000 emplois d'avenir pour les jeunes les plus éloignés du marché du travail et les prochains contrats de génération en 2013 seront-ils suffisants pour inverser la tendance sachant que pour réduire le chômage, il faudrait entre 1,5 % et 2 % de croissance annuelle d'après les économistes ?

Qui peut croire que la croissance des Trente Glorieuses, va bientôt revenir ? Cette réalité doit être regardée en face : la crise n'est pas finie et risque même de s'aggraver ! Le nier serait dramatique.

2. Alors, sommes-nous condamnés à la récession ?

Paul Krugmann, prix Nobel d'économie, s'élève à juste titre dans son dernier livre *Sortez-nous de cette crise maintenant*, contre les politiques d'austérité au niveau des Etats européens qui risquent de nous enfermer dans « une spirale de mort ».

Faut-il alors croire et miser sur la seule relance keynésienne de la croissance par une dépense publique massive comme certains le proposent à gauche ?

La solution n'est pas si simple, si la seule dépense publique ne nous sortira pas à elle seule d'une crise qui est celle d'un système, elle reste un outil politique nécessaire. Emplois d'avenir, contrats de génération, garantie jeunes ou politique industrielle et aide au photovoltaïque sont des dépenses publiques nécessaires pour créer de l'emploi en urgence. Ainsi, sur le plan industriel, la dépense publique et son orientation doivent être également repensées. Cela fait 30 ans que la France a abandonné l'outil des politiques industrielles. S'il est critiquable, il doit s'intégrer dans la perspective d'une transition écologique de long terme, et permettre d'engager les investissements et recherches nécessaires dans le domaine.

Mais il est de notre rôle de voir plus loin, à plus long terme. C'est l'ensemble notre modèle de développement qu'il faut réinventer pour mieux partager les richesses produites, répondre au dérèglement climatique, et combattre les inégalités et la précarité que le capitalisme engendre.

La gauche est-elle condamnée à l'impuissance ? Je ne le crois pas. Je pense qu'elle peut agir à condition de changer de logiciel et d'inventer de nouvelles réponses à la crise.

3. Un nouvel équilibre à trouver et des propositions pour sortir de la crise

Je pense que l'on peut retrouver l'équilibre des finances publiques sans austérité et éviter ainsi la récession. Je pense qu'il est possible avec une faible croissance de lutter à la fois contre le chômage et le dérèglement climatique. C'est peut-être l'occasion de mettre en œuvre un nouveau modèle de développement répondant aux enjeux de la crise actuelle.

Si éviter la récession et l'explosion de la zone euro est la priorité, il me semble urgent de s'attaquer à la question centrale du chômage de masse qui ronge notre société. Créer des nouvelles activités en répondant aux besoins fondamentaux de nos concitoyens et au défi écologique est aujourd'hui possible. C'est l'occasion à ne pas rater pour essayer de sortir effectivement de la crise.

Les propositions sont connues :

- Investir massivement dans la rénovation de millions de logements, dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables, investir dans l'économie sociale et solidaire, développer une agriculture de proximité, soutenir la création d'entreprise qui maille notre territoire et forment le « économe réelle »... Ce sont des domaines où la création des activités est urgente, facile à organiser et féconde en emplois.
- Voilà des secteurs dans lesquels les gisements d'emplois sont importants et les financements sont trouvables, à condition de s'organiser à l'échelle européenne pour redonner le pouvoir au politique, et donc au peuple, et non aux technocrates : permettre par exemple à la BCE (banque centrale européenne) de prêter à taux très bas à la Banque européenne d'investissements (BEI) pour engager des projets massifs à l'échelle européenne en matière de transition énergétique par exemple.
- Il faut donc organiser le retour du politique, de la démocratie, face aux marchés, à l'échelle française et européenne. Mais pour cela, il faudra dégager les marges de manœuvre. Voilà l'engagement de François Hollande, qu'il nous faut soutenir pour qu'il tienne face aux forces de l'argent. François Hollande parlait de cet ennemi qui n'a pas de visage, pas de nom, qui ne se présente pas aux élections, et qui pourtant gouverne : la finance. Engager une taxe sur les transactions financières ambitieuse à l'échelle européenne, taxer les banques par pays (en fonction de leur masse salariale et leurs profits), lutter contre les paradis fiscaux, court-circuiter les banques privées pour financer l'essentiel des dettes publiques, créer un impôt européen sur les dividendes, prolonger la réforme fiscale avec une vraie réforme de l'impôt sur le revenu, autant de propositions et solutions concrètes.

Elles figurent la plupart dans les engagements de notre Président. Beaucoup sont engagées, en cours ou à venir. J'essaie, comme parlementaire, avec mes collègues, mais c'est aussi grâce à vous en particulier, à votre mobilisation dans le cadre de vos associations et initiatives (je pense au Collectif Roosevelt dont j'ai signé l'appel) d'appuyer et d'encourager François Hollande et notre gouvernement à aller plus loin et plus vite car je pense que le temps presse et que c'est la condition de la réussite.

Mais il y a un autre domaine important que nous devons explorer pour lutter contre le chômage, c'est celui du partage des gains de la productivité colossaux que nous avons réalisés depuis 40 ans. Je pense que la question de la réduction du temps de travail ne doit plus être taboue. Il est essentiel de la relancer.

La proposition de réduction forte du temps de travail (semaine de 4 jours) est non seulement une vraie piste contre le chômage, c'est aussi, comme le dit Edgar Morin, un élément clé d'une politique de civilisation.

Elle permettrait à notre société de retrouver un certain équilibre et à des millions de salariés de gagner une nouvelle liberté et vivre une nouvelle intimité avec leurs proches. La semaine de 4 jours pourrait éviter l'explosion ou la dépression collective évoquée par Patrick Viveret, éviter une société de pleine précarité pour construire une société de plein emploi et de pleine activité où chacun pourrait avoir part à chacune des grande sphère d'activité que sont la vie personnelle, la vie professionnelle, la culture et l'éducation et la citoyenneté. Une « société du temps libéré » que les socialistes défendent corps et âmes depuis que la République existe : congés payés, droit aux vacances pour tous, réduction du temps de travail par jour, par semaine et tout au long de la vie, retraite à 60 ans, 32h, etc.

Ceci ne passera que par une société de l'égalité, une société des égaux comme condition de la liberté individuelle. Car s'il n'y a pas égalité, il y a domination. C'est pour cela que je suis socialiste, et que je me bats chaque jour pour l'égalité.

4. Quelques remarques et questions en guise de conclusion

La gauche s'est construite au cœur de l'idéologie de la modernité qui associait le progrès social à la croissance économique. C'est sans doute durant les « Trente Glorieuses » que cette idée s'est le mieux incarnée. Depuis, la sacralisation de la croissance mesurée à l'aune du PIB (produit intérieur brut) reste largement partagée par la droite et la gauche. La gauche continue d'y voir en particulier les conditions d'une répartition plus juste et la source des moyens de financement de l'intervention publique et de la protection sociale.

La prise conscience de la question écologique et des démesures sans limite de la crise mondialisée du capitalisme financier ont depuis quelques années profondément ébranlé cette croyance. De plus, l'aggravation de la crise actuelle et la persistance d'une croissance durablement atone obligent à abandonner cette illusion.

Nous avons l'obligation d'inventer une voie nouvelle de création de richesse et de progrès humain sans croissance.

Mais il y a urgence car les menaces de régressions barbares avancent chaque jour. Les crispations alarmantes révélées par l'enquête récente d'Inpsos sont inquiétantes et montrent que les conditions d'une « sortie non civilisée » du capitalisme sont aujourd'hui possibles.

La difficulté principale aujourd'hui me semble-t-il pour la gauche tient dans sa capacité à proposer à une société fragmentée, anxieuse et sans horizon, un nouveau récit, une utopie qui rassemble et donne du sens.

Le projet de « sobriété heureuse », de « bien vivre », que je partage avec Patrick Viveret, peut-il constituer une utopie capable de concurrencer les oripeaux même vieillissants de l'idéologie de la croissance ? « La stratégie du désir » est-elle à même de répondre aux sentiments et à l'imaginaire des citoyens en particulier les plus modestes ? Peut-elle leur proposer un récit de transformation qui rend simple et évocateur ce qui peut aujourd'hui être transformé dans leur vie quotidienne ?

Comment dans mon travail quotidien de parlementaire, de représentante de la Nation, je peux avec vous porter ces propositions concrètes d'amélioration et participer efficacement à cette utopie collective de la « joie de vivre » et d'émergence d'un nouveau monde d'égalité, un monde riche en humanité, tel est profondément ma préoccupation et le sens de mon action.

J'espère que notre débat de ce soir y aura modestement contribué. Merci à tous.

* * *